

PHOTO: CHRISTIAN MOSAR



Les étudiant-e-s  
de l'Université  
du Luxembourg  
seront-ils un jour  
des privilégié-e-s ?

par certains milieux risque, dans les années à venir, de décroître en proportion dans le monde occidental. Aussi bien aux Etats-Unis que dans l'Union européenne, les prochaines décennies verront une diminution du nombre d'étudiants, conséquence du vieillissement démographique de leurs populations.

Le débat autour d'un *numerus clausus* provient essentiellement d'un constat plutôt imprévu : l'augmentation des inscriptions à l'UL se fait aussi ressentir au sein des sciences sociales. Après son entrée en fonction, le recteur avait pourtant émis ses doutes quant au développement de ces filières. Et ce d'autant plus que dans le plan stratégique de l'université, les sciences sociales sont reléguées au rang d'axe de recherche « moyennement prioritaire », à côté par exemple, de la géodynamique, de la sismologie, des ressources et technologies pour l'environnement, de l'économie et de « l'entreprenariat ». D'ailleurs, la Faculté des lettres, des sciences humaines, des arts et des sciences de l'éducation (FLSHASE) se place, avec 1.537 inscriptions cette année juste derrière la Faculté de droit, d'économie et de finance (FDEF) avec 1.721 inscriptions. Avec seulement 801 inscriptions, la Faculté des sciences, de la technologie et de la communication (FSTC) se retrouve en queue de peloton.

A y regarder de plus près, l'on constate que des sept « axes prioritaires », trois font partie de la FSTC (sécurité et fiabilité en informatique,

science des matériaux, sciences de la vie), deux à la FDEF (droit européen, droit des affaires et finance) et deux à la FLSHASE (sciences de l'éducation et études luxembourgeoises).

### A l'étroit

Rolf Tarrach le concède : « Les sciences humaines croissent plus rapidement, notamment à cause du grand nombre de propositions de 'masters', bien plus élevé que dans le domaine des sciences. » Mais il appelle à la prudence : « Je ne suis pas sûr que tous les étudiants qui nous quitteront diplôme en main pourront trouver une opportunité correspondante sur le marché du travail. »

« Je dois avouer que je ne le vois pas de la même manière », objecte Lucien Kerger, doyen de la FLSHASE, interrogé par le *woxx*. « Les étudiants qui concluent leurs études dans les sciences humaines ont surtout vocation à occuper des postes élevés dans la hiérarchie professionnelle », affirme-t-il. Par ailleurs, du bulletin du Statec de 2007 intitulé « Les jeunes face au marché du travail » il ressort que « les domaines de prédilection pour les études supérieures sont les sciences sociales, commerciales et juridiques, les études en lettres et en langues, les sciences de l'éducation, les études d'ingénierie et de santé et de protection sociale ». Quoi qu'il en soit des chances de faire carrière, aussi bien les chiffres de l'Administration pour l'emploi ou que ceux du

Statec indiquent que le taux de chômage est moins élevé auprès des personnes ayant poursuivi des études supérieures.

Oui, mais les sciences sociales ne drainent-elles pas finalement vers la fonction publique ou les métiers d'enseignant ? Lucien Kerger prend l'exemple de l'histoire : « Dans cette discipline, nous constatons un très bon afflux, mais pas uniquement dans l'optique d'aboutir à un métier d'enseignant. » Selon Kerger, les étudiants en histoire seraient « open-minded » et feraient preuve de curiosité intellectuelle. Au niveau du « bachelor », sur les 180 crédits, 50 sont réservés à l'étude d'autres disciplines (ce que l'on appelait, avant l'introduction du système ECTS, les « sciences connexes »).

Par contre, il serait erroné de penser que la FLSHASE n'a pas encore instauré de système de *numerus clausus*. Le « bachelor » en psychologie est par exemple plafonné à 80 inscriptions. Dans les sciences de l'éducation, qui aboutissent au métier d'instituteur, 135 étudiant-e-s sur 400 ont été retenu-e-s. Dans les sciences sociales, la faculté tente de limiter ses classes à 40-45 personnes, ceci aussi dans un souci de qualité de l'enseignement.

Mais l'UL a également instauré un système indirect de sélection : l'obligation faite aux étudiant-e-s de suivre les cours en plusieurs langues. En psychologie par exemple, les cours se font en français et en allemand.

Si pour le Luxembourgeois moyen, la maîtrise de ces langues, avec l'anglais, va de soi, ce n'est pas forcément le cas des nos voisins directs, belges, français ou allemands. « Sans le critère de la maîtrise de ces langues, j'aurais probablement 500 étudiants en psychologie », souligne Kerger. En effet, les études en psychologie étant soumises à un *numerus clausus* assez sévère en Allemagne, la tentation est grande pour nos voisins d'outre-Moselle de « contourner » la sélection de leur pays en suivant leurs études au Luxembourg. Cela est en effet possible, à condition de maîtriser la langue de Voltaire ...

Comme quoi le Luxembourg sait faire feu de tout bois - et de toute langue - lorsqu'il s'agit de protéger ses autochtones : la maîtrise du luxembourgeois pour la fonction publique et celle des deux autres langues administratives pour les études.